

Conférence de presse du syndicat syndicom sur la privatisation de Swisscom 04 juillet 2024

Discours de David Roth, conseiller national (PS Lucerne) et responsable chez syndicom du développement des contrats et de la politique d'intérêts

Je vais me pencher sur trois aspects pour souligner l'importance de Swisscom pour la Suisse et la Confédération en particulier.

- Quel mandat de service public remplit Swisscom?
- Quelle est l'importance de Swisscom pour la souveraineté de la Suisse?
- Que signifierait la vente de Swisscom du point de vue de la politique financière?

Le mandat de service public de Swisscom

Le service public est l'épine dorsale d'une société qui fonctionne – pour les gens, mais aussi pour les entreprises. Le service public est souvent idéalisé. On l'associe à l'envoi de lettres romantiques ou à une belle excursion en car postal dans un village de montagne.

C'est méconnaître que le service public sert tout d'abord aux activités économiques des entreprises et des personnes. Le transport sécurisé de données, de travailleurs-euses, de marchandises logistiques par le rail et la poste pour la clientèle, et bien plus encore.

Dans notre société numérisée, les services de télécommunication et les services de données sont essentiels. Mais vu que le marché des télécommunications est libéralisé, la Confédération est tenue de faire régulièrement un appel d'offres pour le mandat de service universel. Swisscom est la seule entreprise obligée de présenter sa candidature pour ce mandat. Et comme aucune autre société ne se porte candidate, elle obtient à chaque fois l'adjudication obligatoire et fournit gratuitement le mandat de service universel.

À regarder de plus près le mandat de service universel et les dispositions de la loi et des ordonnances, on constate rapidement que Swisscom fournit un service public qui va bien au-delà. C'est également nécessaire au vu du rapide développement technologique de la branche. L'avancée technologique est fulgurante, et Swisscom se développe plus rapidement que la législation.

Le principal moyen pour garantir le service public est l'objectif que le Conseil fédéral adopte tous les quatre ans sous forme d'objectifs stratégiques. Ne sous-estimons pas non plus l'influence moins formelle que le Conseil fédéral ou les commissions parlementaires exercent. En raison de sa structure de propriétaire, Swisscom doit tenir compte des exigences de la politique dans ses décisions, aussi en l'absence de décisions formelles. En revanche, les entreprises en mains privées peuvent être cadrées uniquement par des lois et des ordonnances. En conséquence, de nombreuses exigences mentionnées dans les objectifs stratégiques ne pourraient être obtenues que par le biais d'une concession. Au nombre de ces exigences figurent notamment celles en matière de qualité ou de couverture régionale. La politique serait donc constamment à la traîne et devrait tout payer au prix fort.

Etant donné que les services ne couvrant pas les coûts pourraient être facturés à la Confédération par un concessionnaire, cela entraînerait soit une augmentation des prix pour la clientèle, soit un financement par la Confédération.

Swisscom a une importance capitale pour la souveraineté de la Suisse

La base de cette entreprise solide repose sur un actionnariat qui est orienté vers des intérêts à longs termes. Une privatisation reviendrait à faire passer à moyen terme Swisscom entre des mains étrangères. Les intérêts motivés par la recherche de bénéfices seraient de plus en plus en point de mire.

Les chantres de la privatisation répètent à n'en plus finir qu'une vente donnerait à l'entreprise plus de liberté pour se développer sur le marché. Ils oublient dans ces considérations que la liberté des intérêts de l'actionnaire majoritaire n'est pas équivalente à la liberté des intérêts des autres actionnaires. Swisscom ne devrait plus rendre de compte à la population suisse, mais en premier lieu à des investisseurs étrangers.

Il est à supposer que leurs intérêts ne coïncident pas avec ceux de la population suisse. Par conséquent, la Suisse court le risque de ne plus être en mesure de garantir la sécurité d'approvisionnement ou du moins de ne plus pouvoir le faire sans subventions. Mis à part ces conséquences financières, la Suisse prendrait aussi des risques géostratégiques.

Swisscom est la seule entreprise en mains suisses parmi les dix principaux fournisseurs de technologies de l'information en Suisse. L'importance d'un approvisionnement souverain et sûr de services TI ne peut pas être surestimée en période de risque géopolitique. La participation majoritaire de la Confédération dans Swisscom est donc aussi une question de la souveraineté de notre pays.

La participation est une bonne chose pour les finances fédérales

L'affirmation selon laquelle une vente de Swisscom pourrait résoudre le problème du frein à l'endettement témoigne d'un manque d'expertise en matière de politique financière. Le frein à l'endettement ne fonctionne pas, parce que les dettes de la Suisse sont trop élevées, mais parce qu'en raison d'un manque délibéré de moyens financiers l'écart entre les recettes et les dépenses se creuse. Vendre Swisscom transformerait dans un premier temps la fortune investie en liquidités. Mais cela n'améliore pas la situation. Il est même fort probable que la fortune bien investie jusqu'à présent ne dégage plus des montants aussi élevés et que la situation des recettes se détériore encore davantage. Une vente ne pourrait donc être utilisée que pour réduire les dettes. Paradoxalement, cela aurait même un effet négatif sur le frein à l'endettement.

Avec une dette de 120 milliards de francs, la Suisse a payé 937 millions de francs d'intérêts sur la dette fin 2022, ce qui correspond à un taux d'intérêt moyen de 0,78%. Vendre les actions de Swisscom au cours boursier actuel permettrait d'éponger les dettes à hauteur de 14 milliards de francs. Les dépenses pour les intérêts de la dette pourraient ainsi théoriquement être réduites de 109 millions. Mais cela est contrebalancé par un dividende régulier d'un demi-milliard de francs, qui devrait encore augmenter. Swisscom verse régulièrement ce dividende à la Confédération. Il viendrait à manquer en cas d'une prochaine privatisation. Ainsi, la réduction de la dette est nettement moins attrayante que la participation de la Confédération dans Swisscom.

Conclusion: la vente est une mauvaise idée à tout point de vue

Elle est une mauvaise idée pour l'entreprise, pour les finances de la Confédération et, surtout, pour les entreprises et la population suisse. La seule chose qui parle en faveur de la privatisation est l'obstination idéologique de la majorité bourgeoise. Si celle-ci tient à occuper la Suisse avec ce débat superflu, nous le regrettons. Mais nous sommes prêts à l'empêcher et sommes confiants de gagner un possible référendum.